



**CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)**

N°05/CSEFRS/2021

CONCERNANT

**LOCATION ANNUELLE D'UNE LICENCE D'UTILISATION
DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DE DONNEES STATISTIQUES
A L'AIDE DE LA SUITE LOGICIELLE SAS**

- LOT UNIQUE -

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	4
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 3: CONSISTANCE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	4
ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	4
ARTICLE 6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	5
ARTICLE 7: DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 8: DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 9: MONTANT DU MARCHE.....	5
ARTICLE 10: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 11: DOMICILE DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX.....	6
ARTICLE 13: NATURE DES PRIX.....	6
ARTICLE 14: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES ET RECEPTIONS DEFINITIVES.....	6
ARTICLE 15: SUIVI DU MARCHE.....	7
ARTICLE 16: MODALITES DE REGLEMENT	7
ARTICLE 17: PENALITES POUR RETARD	7
ARTICLE 18: RÉSILIATION	8
ARTICLE 19: NANTISSEMENT.....	8
ARTICLE 20: LITIGES OU CONTESTATIONS.....	8
ARTICLE 21: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES	8
ARTICLE 22: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	8
ARTICLE 23: SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 24: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	9
ARTICLE 25: RESPONSABILITE DU CONSEIL	9
CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	10
ARTICLE 26: CONSISTANCE DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 27: OBLIGATIONS DU TITULAIRE :	12
ARTICLE 28: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET	13
ARTICLE 29: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	13



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°05/CSEFRS/2021**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 7, de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret N°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par son **Président**, désigné ci-après par « **Maître d'ouvrage** » ou « **Conseil** ».

D'UNE PART

ET

Monsieur, Qualité..... ;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit au rôle de la patente de Sous N° :

Identification fiscale sous le N° :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque Agence

Faisant élection de domicile à :

Désigné ci-après par « **Le Prestataire** » ou « **Titulaire** »

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la **location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques à l'aide de la suite logicielle SAS.**

ARTICLE 2: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le siège du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à angle Avenue Allal El Fassi et Avenu Al Melia, Hay Ryad, Madinat Al Irfane, Rabat.

ARTICLE 3: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le Conseil dispose d'une plateforme centrale de traitement de données et d'analyses statistiques dont la licence expire le 05 aout 2021 et dont les spécificités sont présentées au niveau du chapitre 2.

Sur la base de l'existant, les prestations, objet du présent marché reconductible, consistent en ce qui suit :

- La location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques à l'aide de la suite logicielle SAS ;
- L'accompagnement et l'assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme.

Ces prestations sont détaillées au chapitre 2 ci-dessous.

ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret N° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché reconductible est soumis aux dispositions des textes suivants :

1. La loi n°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir n° 1-14-100 du 16 rejeb 1435 (16 Mai 2014) ;
2. Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
3. Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
4. Le décret N°2-12-349 du 08 Jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
5. Le décret N°2-19-69 du 18 Ramadan 1440 (24 Mai 2019) modifiant et complétant le décret N° 2-12-349 du 08 Jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-EMO) applicables aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii 1423 (4 Juin 2002) (Publié au BO n° 5010 du 6 Juin 2002).
7. Décret Royal 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique, modifié par le Dahir portant le N°1.76.629 du 9/10/77 et par le Décret N°2.79.512 du 12 Mai 1980 ;
8. Le décret N°2-16-344 du 14 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
9. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires et la main d'œuvre



particulièrement le décret royal N°2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

10. Dahir N°1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
11. Le dahir N°1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi N°65-99 relative au code du travail ;
12. Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
13. Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché découlant de cet appel d'offres.

Dans le cas de textes généraux prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché reconductible issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché reconductible doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé au deuxième paragraphe ci-dessus, proposer à l'attributaire, par lettre, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre du maître d'ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire le cas échéant.

ARTICLE 7: DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est d'une **(01) année renouvelable d'année en année par tacite reconduction** sans toutefois que cette durée ne puisse excéder **(05) cinq années**.

La première période commencera à courir à partir de la date de commencement prescrite par l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'un (01) mois, notifié au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché reconductible, il est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée, trois (03) mois avant l'échéance.

ARTICLE 8: DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour la location d'une licence **d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS est de sept (7) jours**. Ce délai court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution de la prestation.

Aussi, si le maître d'ouvrage déclare que les prestations fournies ne sont pas conformes aux spécifications techniques du marché, le titulaire est tenu de procéder sans frais aux redressements nécessaires dans un délai de **deux (2) jours** à compter de la notification faite par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 9: MONTANT DU MARCHÉ

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.



ARTICLE 10: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 12 du CCAG-EMO :

- a) Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **4.500,00 DHS (quatre mille cinq cents Dirhams)**. Le cautionnement provisoire est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Le cautionnement du concurrent attributaire du marché reconductible sera libéré immédiatement après la constitution du cautionnement définitif.
- b) Le cautionnement définitif est fixé à **3% (Trois pour Cent)** du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- c) Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 11: DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire. En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

Les prix du présent marché reconductible sont fermes et non révisables.

ARTICLE 13: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaire.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Conformément à l'article 34 du CCAG-EMO, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais de transport au lieu d'exécution des prestations ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des prestations objet du marché.

ARTICLE 14: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES ET RECEPTIONS DEFINITIVES

14.1 Réceptions provisoires partielles :

14.1.1. Location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS

A la réception de la licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS, objet de la location, le maître d'ouvrage s'assure de leur conformité avec les spécifications techniques du marché, et prononcera la réception provisoire partielle.

14.1.2 Accompagnement et assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme.

A la fin de chaque année, il sera procédé à la réception provisoire partielle des prestations relatives à l'accompagnement et l'assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme.

Ces réceptions feront l'objet de Procès-verbaux dressés et signés conjointement par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

Si le maître d'ouvrage constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux redressements nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.



14.2 Réception définitive :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 15: SUIVI DU MARCHE

Pour l'exécution du marché, le conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réceptions provisoires partielles et définitives conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible.

ARTICLE 16: MODALITES DE REGLEMENT

Il sera procédé au règlement des prestations de la façon suivante :

Prix N°01 : Location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS

- A la réception de la licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS, objet de la location, et au vu du procès-verbal de réception provisoire partielle ;

Prix N°02 : Accompagnement et assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme

- A la fin de chaque année pour les prestations relatives à l'accompagnement et l'assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme et au vu du procès-verbal de réception provisoire partielle desdites prestations et du procès-verbal de réception définitive de l'année considérée.
- Pour la 1ère année, le paiement sera effectué au prorata de la période considérée qui commencera à courir à compter de la date de commencement prescrite par l'ordre de service et se termine le 31 décembre de l'exercice courant.
- La redevance due pour une fraction d'un mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle de trente (30) jours.

A cet effet, le maître d'ouvrage établit des décomptes des prestations réellement exécutées sur la base des factures produites par le titulaire en cinq (5) exemplaires arrêtées en toutes lettres et comportant sa signature, son cachet et son numéro de compte bancaire R.I.B.

ARTICLE 17: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service ou au cas où le titulaire s'avère défaillant vis-à-vis du Conseil, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint sur un exercice, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.



ARTICLE 18: RÉSILIATION

Pour toutes les conditions de résiliation du marché, il sera fait application du CCAG-EMO, notamment les articles 33, 52, 53 et 54.

ARTICLE 19: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché reconductible il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du présent marché reconductible sera opérée par les soins du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet.
2. Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché reconductible ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir du 19 Février 2015, est Monsieur le Président du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet.
3. Les paiements prévus au présent marché reconductible seront effectués par le Directeur des Affaires Administratives et Financières relevant du Chef du Gouvernement, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché reconductible.
4. En application de l'article 11 du C.C.A.G-EMO, le Maître de l'Ouvrage délivrera au titulaire sur sa demande et contre récépissé un exemplaire spécial de son marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir N°1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre et éventuellement d'enregistrement de l'original du marché et de l'exemplaire unique remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 20: LITIGES OU CONTESTATIONS

Tout litige ou contestation pouvant survenir entre Le titulaire et le Conseil dans le cadre du présent marché reconductible seront de la compétence du tribunal Administratif de Rabat.

ARTICLE 21: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 22: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché reconductible, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 23: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son marché reconductible à un tiers.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Les sous-traitants doivent en outre justifier des qualités et des capacités requises par la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 158 du décret N°2-12-349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché reconductible tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et les tiers.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché reconductible ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.



ARTICLE 24: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret N° 2.12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

ARTICLE 25: RESPONSABILITE DU CONSEIL

Le Conseil s'engage à mettre à la disposition du titulaire toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la mission objet du présent marché reconductible.



CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 26: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

26.1 Description de la plateforme existante :

La plateforme centrale de traitement de données et d'analyses statistiques existante du CSEFRS est constituée des modules suivants :

- **SAS Office Analytics incluant :**
 - SAS Entreprise Guide
 - SAS Access
 - SAS STAT
 - SAS/ACCESS Interface to Files
 - SAS/ACCESS Interface to ODBC
- **SAS ETS**
- **SAS IML**

Ces modules sont installés sur une machine Linux.

Les modules constituant la plateforme permettent aux utilisateurs finaux, analystes et statisticiens d'accéder aux fonctionnalités de la plateforme afin de réaliser les tâches suivantes :

Tâches	Consistance des tâches
Préparation et transformation interactive des données	<ul style="list-style-type: none"> - Import de données depuis différentes sources : Oracle, Sql server, MsAccess, SPSS, STATA, CSV et Excel - Réalisation de requêtes et jointures entre plusieurs entités ; - Fonctions mathématiques / statistiques ; - Fonction de manipulation de variables date ; - Fonction de manipulation des chaînes de caractères ; - Applications de filtres et de conditions ; - Fonctionnalités de manipulation des fichiers, concaténation, transposition ; - Fonctionnalités d'échantillonnage aléatoire simple, stratifié ...
Représentation graphique et tabulaire des données	<ul style="list-style-type: none"> - Histogramme - vertical ou horizontal, empilé ou groupé ; - Diagramme circulaire (camembert) - simple, groupé, empilé, groupé/empilé ; - Aire - simple, lissée, en escalier, groupée, superposées ; - Courbe - simple, lissée, en escalier, en bâtons, interpolation de Lagrange, groupée, superposées ; - Nuage de points - avec ou sans régression, bulles ou bâtons ; - Surface - en fil de fer, lissée, avec gradient ; - Cartes - 2D, 3D, primes ; - Bulles ; - Finance - boîtes de Tuckey, Min-Max, Min-Max-Clôture ; - Anneau - simple et groupé ; - Courbe de niveau - ligne de niveau, motif, lissée, contour plein, niveau plein ; - Radar.
Réalisation d'études statistiques descriptives ou prédictives	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques descriptives : moyenne, écart type, erreur type, variance, minimum, maximum, étendue, somme, somme des pondérations, nombre d'observations, nombre de valeurs manquantes, percentiles, intervalles de confiance, statistique T, le coefficient de variation, somme corrigée des carrés, somme non corrigée des carrés, - Analyse de Distribution : normale, lognormale, Weibull, exponentielle, bêta, gamma, noyau ; insertion d'histogrammes, de courbes de probabilité, de courbes quantile-quantile et de boîtes à moustache, - Corrélations : méthodes de Pearson, Spearman, Hoeffding, et Kendall, insertion des indices de corrélation de Pearson et de nuages de points, - Fréquences : données catégorielles par nombre, pourcentage, test de χ^2 et proportions binomiales, présentation des données en histogrammes verticaux ou horizontaux,



	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de Variance (ANOVA) paramétrique ou non paramétrique, test T, - Régression : linéaire, non linéaire, logistique, modèles linéaires généralisés (GLM), - Analyse multivariée : Corrélation Canonique, Analyse en Composantes Principales, Analyse factorielle, Analyse de Classification, Fonction Discriminante, - Analyse de survie, - Graphiques de Pareto,
Industrialisation de la production des rapports selon différents formats de sortie et de diffusion	Export vers les documents de type MS Office (doc, ppt, xls, ...), publication vers un portail décisionnel, export vers SAS Visual Analytics pour l'exploration self-service, ...

26.2 Description des prestations objet du marché :

26.2.1 Location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques avec la suite logicielle SAS qui consiste en :

- A. La location d'une licence, pour 2 cœurs de processeurs, des composantes SAS suivantes :
- SAS Office Analytics incluant :
 - SAS Entreprise Guide
 - SAS Access
 - SAS STAT
 - SAS/ACCESS Interface to Files
 - SAS/ACCESS Interface to ODBC
 - SAS ETS
 - SAS IML
- B. La mise à la disposition du Conseil des dernières versions de l'ensemble des modules constituant la plateforme de données et d'analyses statistiques avec la 'Suite Logiciel Sas Analytiques' sur un serveur Windows
- C. La configuration des nouvelles licences et tous les modules concernés constituant la plateforme ainsi que leur intégration avec l'environnement de données (bases de données existantes)

26.2.2 Accompagnement et assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme qui consistent en :

- Le support et l'assistance téléphonique ;
- L'assistance à la correction des bugs et anomalies / écarts par rapport au fonctionnement normal décrit dans la documentation technique ;
- Le suivi logiciel :
 - Livraison des mises à jour mineures et majeures des modules du logiciel SAS ;
 - Livraison des Patches Correctifs pour la mise à niveau du logiciel et la correction des anomalies détectées.

L'accompagnement et l'assistance au Système SAS est normalement fournie par le biais de modules exécutables de remplacement ou de correctifs ("hot fixes"). La disponibilité de ces correctifs est annoncée sur le site internet du service Support Clients (<http://support.sas.com>). Le prestataire doit informer le CSEFRS de la disponibilité des correctifs par e-mail, de façon exceptionnelle, un patch peut être écrit pour des problèmes graves. Dans ce cas, il sera fourni via les [SAS Notes](#) ou envoyé électroniquement.

Dans le cadre de cet accompagnement et assistance le titulaire s'engage à :

- Intervenir dans les locaux du Conseil, sur appel du Conseil, pour corriger tout dysfonctionnement ou blocage éventuels du système et assister l'équipe du Conseil en cas de difficultés;
- remettre le système en état de fonctionnement en fonction de la gravité des anomalies remontées;
- respecter les délais d'intervention ci-dessous, classés selon le niveau de gravité :



Niveau de gravité	Conditions	Suivi initial*	Fréquence des mises à jour
1	Un système de production SAS critique est endommagé ou ne fonctionne pas du tout, et il n'y a pas de moyen de contourner le problème. Un nombre important de clients est concerné et un système interne critique ne fonctionne pas.	2 heures	Chaque jour ouvré
2	Un composant de SAS ne fonctionne pas ; impact important sur le fonctionnement	4 heures	Tous les 2 jours ouvrés
3	Un composant de SAS ne fonctionne pas comme il est indiqué dans la documentation ; résultats non conformes ; des moyens de contourner le problème existent ; impact limité ou mineur sur le fonctionnement	24 heures**	Tous les 3 jours ouvrés
4	Syntaxe ; clarification de la documentation	24 heures**	Tous les 10 jours ouvrés
5	Suggestions ; demandes de nouvelles fonctionnalités et améliorations du produit	24 heures**	Tous les 30 jours ouvrés

Pour les problèmes transmis à un spécialiste, le "suivi initial" est défini comme le temps écoulé entre le moment où le problème est signalé pour la première fois et le moment où le spécialiste contacte le client. Pour les problèmes nécessitant une recherche plus approfondie de la part du consultant qui a reçu le problème, le "suivi initial" est le temps écoulé entre le moment où le premier contact a été établi et l'appel pour le suivi.

**n'inclut pas les week-ends et jours non ouvrés.

Le titulaire ne pourra arguer de la défaillance des logiciels/applicatifs se trouvant en dehors du système qu'en apportant la preuve. Si tel est le cas, le titulaire s'engage à apporter son concours et tout son savoir-faire, en collaboration avec l'éditeur du logiciel pour en assurer le bon fonctionnement.

Tous les délais mentionnés sont comptés à partir de l'heure d'appel ou de la date de notification par écrit ou par mail.

Le titulaire définira en coordination avec l'équipe du pôle systèmes d'information du Conseil, ce qu'est un problème bloquant et un problème non bloquant et précisera dans chacun des cas les délais de remise en service.

Dans le cas où tout ou partie de l'intervention doit s'effectuer à distance, le titulaire s'engage à :

- prévenir le Conseil de toute intervention, sous réserve de la validation de cette intervention ;
- demander l'ouverture d'un canal VPN. Cette ouverture étant réalisée par la Pôle des Systèmes d'Information du Conseil à sa demande, pour la durée de l'intervention prévue ;
- rendre compte par écrit de l'intervention effectuée et de son champ d'application ;
- former son personnel au respect du secret professionnel et à prendre toute disposition pour que des informations confidentielles ne soient pas divulguées.

L'intervention du titulaire englobe également la reprise de bon fonctionnement du système après incident, blocage, déni de service ou dégradation de performance. Ainsi, dans ces cas, le titulaire est tenu de faire les actions nécessaires pour rétablir le fonctionnement normal.

A la fin de chaque visite ou intervention, le titulaire doit établir une fiche d'intervention portant sur les opérations de réparation effectuées. Cette fiche, datée et signée par le titulaire, doit indiquer l'heure exacte d'achèvement des travaux réalisés par le titulaire.

ARTICLE 27: OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

27.1 Installation de nouvelles versions des logiciels et/ou applicatifs :

Le titulaire doit, dans le cadre des mises à jour liées aux anomalies détectées, proposer au Conseil un programme pour l'installation des nouvelles versions selon un planning qui sera établi en commun accord. Le Conseil peut faire appel au titulaire pour mettre en œuvre les mises à jour des applicatifs et/ou des logiciels.

Cette action comprend également la mise à jour de la documentation technique conformément avec la nouvelle version du système (soit installé préventivement ou suite à une action corrective).



27.2 Migration et transfert :

Suite à l'installation des mises à jour des applicatifs et logiciels ou si nécessaire suite au rétablissement de fonctionnement du système dû à une défaillance qui vient d'être résolue ou suite à tout incident qui demande de faire procéder à une migration, le titulaire est tenu de procéder à ladite migration de l'existant vers la plateforme installée de manière à reproduire l'environnement de production. Cette action ne concerne que la partie standard de la plateforme, elle exclut tout développement spécifique effectué par les équipes du CSEFRS sur la plateforme concernée.

Si le Conseil veut déplacer le système d'une machine à une autre dans le même local, il fera parvenir 5 jours à l'avance une demande dans ce sens au Titulaire. Ce dernier prendra, à sa charge, toutes les dispositions nécessaires pour ce transfert.

ARTICLE 28: CONFIDENTIALITE

Le titulaire reconnaît que l'exécution des prestations objet du présent marché lui donnera accès à des informations confidentielles du Conseil et que leur divulgation à des tiers aurait des conséquences graves pour le Conseil.

Le contractant s'engage de ce fait à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elle soit, relatives au Conseil qu'il aura recueilli directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents du Conseil mis à la disposition du Contractant.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements, actes et enregistrement de quelque nature que ce soit, communiqués par le Conseil au titulaire ou réalisés par le titulaire au profit du Conseil et ses préposés dans le déroulement du présent marché.

ARTICLE 29: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET

Les profils proposés doivent répondre aux exigences suivantes :

- **01 Ingénieur certifié** : spécialiste pour les opérations d'installation, d'assistance technique et d'administration de la plateforme SAS
- **01 Ingénieur certifié** : spécialiste fonctionnel des différents modules de la plateforme SAS objet du présent appel d'offre

ARTICLE 30: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF




N° prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire par mois en dirhams hors TVA (3)	Prix Total hors taxes 3 = 1 x 2
				(2)	
1	Location annuelle d'une licence d'utilisation de la plateforme de traitement de données statistiques à l'aide de la suite logicielle SAS	FORFAIT	1		
2	Accompagnement et l'assistance pour la résolution des dysfonctionnements et blocages pouvant intervenir lors de l'exploitation de la plateforme.	MOIS	12		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :.....
..... Dirhams TTC au titre de la redevance annuelle.



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
Appel d'offres Ouvert N°05/CSEFRS/2021

OBJET : LOCATION ANNUELLE D'UNE LICENCE D'UTILISATION DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DE DONNEES STATISTIQUES A L'AIDE DE LA SUITE LOGICIELLE SAS

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Abdelhak ATAH Directeur des services d'information</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> KHADDOUJA ELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Iman KERKEB Secrétaire Générale Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>